



Boulogne-Billancourt, le 23 janvier 2025

De Laurianne ROSSI

Boulonnaise depuis 2007

Candidate aux élections législatives partielles des 2 et 9 février 2025 à Boulogne-Billancourt (9^e circonscription)

Ex-Députée des Hauts-de-Seine et Questeuse de l'Assemblée nationale (2017-2022)

**Chers membres du collectif "Patiner à Boulogne",
Chers responsables et membres associatifs,
Chères familles, chers licenciés, chers membres du personnel, chers usagers,**

Je tiens tout d'abord, en tant que candidate à l'élection législative des 2 et 9 février mais surtout en tant que Boulonnaise, à remercier les responsables du collectif *Patiner à Boulogne* de leur démarche citoyenne. Nos échanges récurrents et notre entretien de près de deux heures, il y a quelques jours, démontrent combien le lien et le dialogue entre les habitants et leurs élus sont précieux.

La fermeture de la patinoire de Boulogne-Billancourt, décidée et annoncée brutalement en mai dernier, ne peut pas laisser indifférent. Plus qu'un équipement sportif, ce lieu de convivialité et de rencontre, populaire et intergénérationnel, appartient au patrimoine boulonnais et nous y sommes toutes et tous très attachés.

Je mesure également combien ce choix est douloureux pour vous tous. J'ai personnellement été touchée par le désarroi des parents et des enfants qui avaient construit des projets de vie sur le moyen et le long terme autour d'une pratique sportive dans cette patinoire.

Ce sujet mérite plus qu'un bref message de soutien et d'indignation sur les réseaux sociaux par démagogie électorale. Il en va du respect de toutes les familles, des membres du personnel et des usagers concernés. Il en va aussi de la crédibilité de la parole politique qui, je le crois, exige du courage, de la constance et de la cohérence.

Ma position sur ce dossier n'a jamais varié.

Sur la forme, nous ne pouvons que déplorer la brutalité de cette décision qui exigeait à la fois une concertation des élus et de tous les acteurs concernés et un accompagnement des familles. Par ailleurs, s'il est toujours sain de s'interroger sur l'équilibre économique et l'impact écologique d'un équipement public, encore faut-il pouvoir le faire de manière éclairée, en disposant de toutes les informations et études pertinentes. Or, nos élus municipaux par la voix de Mme Baï-Audrey Achidi Martiano, ont déploré en conseil municipal l'absence d'échanges en amont sur ce projet de fermeture. Ils ont également effectué des demandes d'information et de documents dont la transmission a été tardive ou inexistante.

En tant que Boulonnaise et députée candidate, je tiens à réaffirmer mon attachement profond à la démocratie locale et au dialogue, tant avec les habitants qu'avec les élus locaux. C'est le cœur de mon engagement et j'ai pu démontrer, lorsque j'étais députée de 2017 à 2022, ma volonté de travailler collectivement sur des projets structurants.

Sur le fond, cette fermeture de la patinoire soulève plusieurs questions légitimes qui mériteraient d'être (re)posées avec l'ensemble des acteurs :

- Pourquoi avoir investi plus de 5 millions d'euros (l'argent des contribuables boulonnais) dans cet équipement sportif pour décider de le fermer si brutalement quelques années après ?
- Quel modèle économique et écologique peut-on envisager à court, moyen et long terme pour cette patinoire ?
- Aurait-elle pu rester ouverte (comme l'indiquaient le Préfet et la ministre des sports) et quel est le coût réel des travaux à effectuer aujourd'hui ? Sur quelles subventions ou mécénats pouvons-nous compter (compte tenu notamment des propositions de financement qui ont été faites) ?
- Quelle ambition nationale et territoriale portons-nous pour les sports de glace et de glisse, amateurs ou professionnels, à l'approche des championnats de 2028 et des JO 2030 ?

Ce sont autant de questions qui méritent d'être posées sereinement, dans le dialogue et la transparence, en y associant le ministère des sports, les services de l'Etat et la région Ile-de-France. Telle a d'ailleurs été la démarche de notre député Gabriel Attal, alors Premier ministre, et de la ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra, à laquelle j'ai été étroitement associée dès l'annonce de la fermeture.

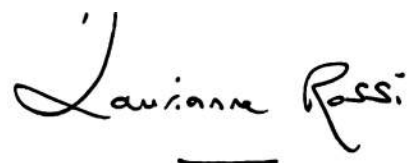
Dans l'attente de cette large concertation que je m'engage à favoriser sans relâche si je suis élue députée le 9 février prochain, je pense que la réouverture du dossier et la réévaluation des alternatives possibles s'impose, dans la mesure où rien n'est encore irréversible.

L'heure n'est pas à imaginer ce que pourrait devenir le site de la patinoire. L'urgence est d'accompagner les enfants privés injustement de pratique sportive depuis plusieurs semaines et d'avoir un dialogue constructif sur l'avenir économique et écologique de notre patinoire, qui pourrait d'ailleurs être optimisée pour accueillir d'autres sports ou usages.

Cela, en étant guidés par un seul objectif : l'intérêt général et le bon usage des impôts des contribuables Boulonnais.

Vous assurant de mon écoute et de ma mobilisation,

Bien respectueusement,

A handwritten signature in black ink that reads "Laurianne Rossi". The signature is written in a cursive style with a horizontal line underneath the name.